

CURRICULUM VITAE



JULIEN BETAILLE

Né le 17 août 1983 à Brive la gaillarde

40 ans, 1 enfant

Maître de conférences en droit public

Université Toulouse 1 Capitole

*Institut des Études Juridiques de l'Urbanisme,
de la Construction et de l'environnement (IEJUC – EA 1919)*

Membre de l'Institut universitaire de France (chaire junior 2022-2027)

Résumé

Parcours

- 2022 : nommé membre junior de l'*Institut Universitaire de France* (IUF)
- 2021-2023 : conversion thématique (méthodes quantitatives appliquées au droit)
- 2016 : admissibilité au concours d'agrégation (sous-admissibilité en 2014 et 2018)
- 2013 : maître de conférences à l'Université Toulouse Capitole
- 2013 : qualification par la section 02
- 2012 : thèse de doctorat à l'Université de Limoges

Publications

- 3 éditions du Précis Dalloz *Droit de l'environnement* (collectif)
- 2 directions d'ouvrages et un autre ouvrage collectif
- 1 état des connaissances et 3 rapports de recherche
- 1 publication dans *Science* (letter)
- 5 articles en anglais dans des revues internationales
- 26 articles dans des revues françaises dont *AJDA*, *RDP*, *RTDEur.*, *Titre VII.*, *RSC*, *RFDC*, *RJE*.
- 24 chapitres d'ouvrages
- 17 notes ou chroniques de jurisprudence
- 81 communications à des colloques

International

- Professeur invité à la *Georgia State University College of Law* (Atlanta), à l'Université de Lomé (Togo), à la *Universidad nacional del litoral* (Argentine) et à l'*Universitat Autònoma de Barcelona*
- Conférencier invité : *George Washington University Law School* (Washington), *Fordham Law School* (New York), *London School of Economics and Political Science*, *Georgia State University College of Law* (Atlanta), *Hebrew University of Jerusalem*, Institut d'études avancées de Madrid (MIAS), Université Libre de Bruxelles, Vrije University Amsterdam, University of Eastern Finland, Universités de Maastricht, Groningen et Tarragona

- 7 publications en langue étrangère (anglais et espagnol)
- Participation à 3 projets de recherche financés à l'étranger

Autres activités liées à la recherche

- 13 participations à des projets de recherche financés
- 6 participations à des jurys de thèses
- 2 co-encadrements de thèse
- Participation à l'évaluation de la recherche : European Research Council (ERC), Agence nationale de la recherche (ANR), Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) et comité de programme Recherche de TIRIS
- Membre du comité de lecture de 2 revues académiques

Responsabilités

- Co-direction du Master 2 *Droit de l'environnement*
- Mise en place d'un double diplôme dans le cadre d'ENGAGE
- Membre du conseil de la recherche

Rayonnement

- 9 auditions parlementaires
- 30 apparitions dans les médias sous la forme d'articles, d'interviews ou de citations

TITRE UNIVERSITAIRE

Docteur en droit public

Titre de la thèse : *Les conditions juridiques de l'effectivité de la norme en droit public interne : illustrations en droit de l'urbanisme et en droit de l'environnement*

Soutenance le 7 décembre 2012 à l'Université de Limoges

Directeur de la thèse : Pr. Michel PRIEUR, Université de Limoges

Jury : Pr. Eric MILLARD (prés.), Université Paris Ouest – Nanterre La Défense ; Pr. Marie-Anne COHENDET (rapp.), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; Pr. Yves JEGOUZO (rapp.), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; Pr. Catherine TEITGEN-COLLY, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; Pr. Gérard MONEDIAIRE, Université de Limoges.

Mention : *très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité* (proposition pour un prix de thèse).

DOMAINES DE RECHERCHE

Matières : Droit de l'environnement, Épistémologie, Théorie du droit, Droit de l'urbanisme.

Mots clés : Effectivité, Empirique, Méthodologie, Sanctions, Interprétation, Démocratie, Évaluation environnementale, Participation du public, Accès à la justice, Urbanisme, Climat, Biodiversité.

PRIX ET DISTINCTIONS

- Prix *Jean-Jacques Laffont* attribué par le Président de l'Université Toulouse 1 Capitole lors de la rentrée solennelle le 22 septembre 2022.
- Nommé membre Junior de l'*Institut universitaire de France* (arrêté du 26 mai 2022).
- Prix de thèse spécial 2013 de la *Société française pour le droit de l'environnement*.
- Prix de thèse *Jean-Claude Cassaing* 2013 de l'Université de Limoges.
- Prix du poster, « *La biodiversité et la responsabilité du fait des lois* », décerné à l'occasion du colloque « *La responsabilité environnementale – Prévention, imputation, réparation* » organisé à l'*Université du Maine* en novembre 2008.

FONCTIONS PROFESSIONNELLES

Maître de conférences en droit public Université Toulouse 1 Capitole (2013 – ...)

Chargé d'enseignement	Université de Limoges (2012 – 2013)
Attaché d'enseignement et de recherche	Université de Limoges (2009 – 2012)
Allocataire-Moniteur	Université de Limoges (2006 – 2009)

CONVERSION THEMATIQUE (2021-2023) : METHODES QUANTITATIVES APPLIQUEES AU DROIT

- Autoformation en statistiques (descriptives et inférentielles) et en « lecture critique d'article » (discipline médicale portant sur l'analyse critique d'un article scientifique), 2021.
- Formation *Machine Learning and The Law*, dispensée par le Pr. Christoph Engel, directeur du Max Planck Institute for Research on Collective Goods, Université de Rotterdam, Institute of Law and Economics, (10 heures, février 2022).
- Formation *Introduction à la statistique de R*, dispensée par le Pr. Bruno Falissard, Université Paris Saclay, formation en ligne sur la plateforme Fun Mooc, 40 heures, février-mars 2022 (note A, 90%).
- Formation *Empirical Legal Research*, dispensée par le Pr. Peter Mascini, Université de Rotterdam, dans le cadre de la *Netherlands Academy for Empirical Legal Studies* (10 heures, avril et mai 2022).
- Formation *Analyses quantitatives en SHS*, dispensée par Jean-Luc Demonsant et Borbala Göncz, Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Toulouse, PROGEDO – PUD-T (12 heures, juin 2023).
- Formation *Introduction aux méthodes de recherche juridique empirique*, dispensée par le Pr. Arthur Dyevre et le Pr. Peter Mascini, dans le cadre de l'école d'été organisée à l'Université Toulouse Capitole (30 heures, juin 2023).

TRAVAUX, OUVRAGES, ARTICLES, REALISATIONS

I. Ouvrages

✓ Ouvrages publiés

1. *DROIT DE L'ENVIRONNEMENT*, avec M. Prieur, M.-P. Camproux, H. Delzangles, V. Jaworski, S. Jolivet, G. Leray et J. Makowiak
 - 9^{ème} éd., Précis, *Dalloz*, 2023, 1893 pages (273 pages personnelles, soit les rubriques suivantes : « le principe de prévention » ; « les droits de la nature » ; « le régime de la faune et de la flore » ; « la protection par la maîtrise foncière » ; « la pollution des eaux » ; « l'environnement urbain » ; « l'environnement rural » ; « accès à la justice et procédures contentieuses » et « la responsabilité administrative »).
 - 8^{ème} éd., Précis, *Dalloz*, 2019, 1394 pages (223 pages personnelles, soit les rubriques suivantes : « les collectivités territoriales » ; « le régime de la faune et de la flore » ; « la protection par acquisition » ; « la pollution des eaux » ; « l'environnement urbain » et « l'environnement rural »).
 - 7^{ème} éd., Précis, *Dalloz*, 2016, 1228 pages (185 pages personnelles, soit les rubriques suivantes : « les collectivités territoriales » ; « le régime de la faune et de la flore » ; « la protection par acquisition » ; « la pollution des eaux » ; « l'environnement urbain » et « l'environnement rural »).
2. *LE DROIT D'ACCES A LA JUSTICE EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT*, direction d'ouvrage, Presses de l'IFR de l'Université Toulouse 1 Capitole, LGDJ, décembre 2016, 390 pages.
3. *POUR UNE 6^{EME} REPUBLIQUE ECOLOGIQUE*, avec D. Bourg, L. Blondiaux, M.-A. Cohendet, J.-M. Fourniau, B. François, P. Marzolf et Y. Sintomer, *Odile Jacob*, 2011, 205 pages.

4. *LES CATASTROPHES ECOLOGIQUES ET LE DROIT : échecs du droit, appels au droit*, co-direction d'ouvrage et préface avec Jean-Marc Lavielle et Michel Prieur, Bruylant, 2012, 600 pages.

✓ **Thèse de doctorat**

5. *LES CONDITIONS JURIDIQUES DE L'EFFECTIVITE DE LA NORME EN DROIT PUBLIC INTERNE : illustrations en droit de l'urbanisme et en droit de l'environnement*, thèse, droit, Limoges, 2012, 765 pages (publication sur [HAL](#)).

✓ **État des connaissances**

6. *ÉTAT DES CONNAISSANCES – JUSTICE ET ECOLOGIE : PANORAMA DES PRINCIPALES RECHERCHES*, Mission de recherche *Droit & Justice*, ministère de la Justice, juin 2021, 108 pages (publication sur le site de la [mission de recherche Droit & Justice](#)).

✓ **Rapports de recherche**

7. *ACCESS TO JUSTICE IN ENVIRONMENTAL MATTERS*, rapport pour le portail européen e-Justice dans le cadre du projet *Collecting and updating information on environmental access to Justice rules in the EU Member States for the e-Justice portal*, Commission européenne, 71 pages, septembre 2021 (publication sur le site du [portail européen e-Justice](#)).
8. *LEGAL ANALYSIS OF THE MAIN SOURCES OF INTERPRETATION OF THE ACCESS TO JUSTICE RIGHTS IN FRANCE*, avec Antoine Gatet, Projet *Access to Justice for a Greener Europe (ATOJ EARL)*, juillet 2018, 28 pages.
9. *POSITIVE OBLIGATIONS TO RESCUE SMALL POPULATIONS – A country study on the management of brown bear under the Habitats Directive in France*, Projet *Claws & Laws*, novembre 2017, 92 pages (publication sur [HAL](#)).

✓ **Préface**

10. Préface, in Gavin Marfaing, *La contribution du droit au succès de la réalisation d'un objectif environnemental – L'exemple de la conservation du loup gris en Espagne, en France et en Suède*, mémoire, L'Harmattan, 2023.

II. Articles en langue étrangère

1. « European Commission may gut wolf protection », avec Guillaume Chapron, Yaffa Epstei, Mar Ouro Ortmark, Lovisa Helmius, Juan Pablo Ramírez Loza, José Vicente López-Bao, *Science*, Vol. 382, n° 6668, p. 275.
2. « Patterns of litigation in France during two decades of recovery of a large carnivore », avec Guillaume Chapron et Gavin Marfaing, [Preprint](#), octobre 2022.
3. « Climate litigation in France, a reflection of trends in environmental litigation », *Environmental Law Network International Review*, Vol. 22, 2022, pp. 63-71.
4. « Rights of Nature: why it might not save the entire world? », *Journal for European Environmental & Planning Law*, n° 16, 2019, pp. 35-64.
5. « The direct effect of the Aarhus Convention as seen by the French "Conseil d'Etat" », *Environmental Law Network International Review*, n° 2/2009, pp. 63-73.

III. Articles en français

1. « Évaluer les effets du droit sur l'environnement : une idée saugrenue pour les juristes ? », *Revue juridique de l'environnement*, n° spécial, 2023, à paraître.
2. « La protection européenne des espèces sauvages mise à mal par le Conseil d'État », *Revue trimestrielle de droit européen*, n° 2, 2023, pp. 187-202.

3. Édito « Pour une autorité publique indépendante dans le domaine de l'environnement », avec H. Delzangles, *AJDA*, 2023, p. 1201.
4. « L'argument scientifique dans le contentieux de la responsabilité environnementale », *Revue de droit public*, n° 2, 2023, p. 350.
5. « La directive Oiseaux quarante ans après : des résultats encourageants et des espoirs à concrétiser », *Revue semestrielle de droit animalier*, n° 2, 2020, pp. 305-336.
6. « Dix ans de QPC en matière d'environnement : quelle (r)évolution ? », avec Emilie Chevalier, Jessica Makowiak et al., *Titre VII*, 2020/octobre (Hors-série), pp. 238-254.
7. « La motivation au service de la participation : l'émergence d'une obligation de répondre aux commentaires du public comme clé d'articulation entre la représentation et la participation », *Cahiers de la Recherche sur les Droits Fondamentaux*, n° 17, 2020, pp. 31-44.
8. « L'indépendance de l'autorité titulaire du pouvoir de sanction », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2019, pp. 289-299.
9. « Des droits pour la nature, un nouveau mirage juridique », in *L'arbre, l'Homme et le(s) droit(s)* (dir. Mathieu Touzeil Divina), *Revue Méditerranéenne de Droit Public*, Volume X, Editions L'Épilogue, 2019, pp. 77-87 (NB : cet article est une traduction partielle de certains des arguments développés dans l'article mentionné *supra* et publié in *Journal for European Environmental & Planning Law*, n° 16, 2019, pp. 35-64).
10. « Les limites européennes à la subjectivisation du contentieux de l'urbanisme », *Bulletin juridique des collectivités locales*, 2018, pp. 728-733.
11. « Inscrire le climat dans la Constitution : une fausse bonne idée pour de vrais problèmes », *Droit de l'environnement*, n° 266, avril 2018, pp. 130-131.
12. « La banalité du positionnement de la doctrine environmentaliste française vis-à-vis de l'exigence de neutralité axiologique », *Rivista quadrimestrale di diritto dell'ambiente*, n° 2, 2017, pp. 37-73.
13. « Projet de Pacte international relatif au droit des êtres humains à l'environnement », participation avec Michel Prieur, Marie-Anne Cohendet, Hubert Delzangles, Jessica Makowiak et Pascale Steichen, *Revue juridique de l'environnement*, 2017, pp. 380-397.
14. « La définition de l'environnement en droit de l'Union européenne », *Revue du Centre Michel de l'Hospital*, n° 10, 2017, pp. 56-63.
15. « Le contrôle des nuisances aéroportuaires : un modèle à reproduire pour le droit de l'environnement », *Droit et Ville*, n° 82, 2016, pp. 45-71.
16. « La doctrine environmentaliste face à l'exigence de neutralité axiologique : de l'illusion à la réflexivité », *Revue juridique de l'environnement*, n° spécial, 2016, pp. 20-59.
17. « Le principe de précaution, un "droit" garanti par la Constitution ? », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 105, 2016, pp. e29-e60.
18. « La surélévation de l'immeuble existant en droit de l'urbanisme : à propos du retour de l'urbanisme dérogatoire », *Droit et ville*, n° 77, 2014, pp. 197-205.
19. « Répression et effectivité de la norme environnementale », *Revue juridique de l'environnement*, n° spécial, 2014, pp. 47-59.
20. « La procédure de l'étude d'impact après la loi portant engagement national pour l'environnement : des insuffisances récurrentes », *Revue juridique de l'environnement*, n° spécial, 2010, pp. 241-251.
21. « La réforme de l'enquête publique issue de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement », *Complément territorial*, déc. 2010, pp. 26-32.
22. « Le droit français de la participation du public face à la Convention d'Aarhus », *AJDA*, 2010, pp. 2083-2088.

23. « La contribution du droit aux effets de la participation du public : de la prise en considération des résultats de la participation », *Revue juridique de l'environnement*, 2010, pp. 197-217.
24. « Des “réfugiés écologiques” à la protection des “déplacés environnementaux” : éléments du débat juridique en France », *Hommes et Migrations*, n° 1284, 2010, pp. 144-153.
25. « Projet de Convention relative au statut international des déplacés environnementaux », participation avec Jean-Pierre Marguénaud, Michel Prieur, Gérard Monédiaire, Bernard Drobenko, Jean-Jacques Gougnet, Jean-Marc Lavieille, Séverine Nadaud et Damien Roets, *Revue Européenne de Droit de l'Environnement (REDE)*, 2008, pp. 381-393.
26. « Le Grenelle de l'environnement : la France comble son retard ? », *Revue Européenne de Droit de l'Environnement*, 2007, pp. 437-454.

IV. Chapitres d'ouvrages en langue étrangère

1. « El aporte del Comité de Cumplimiento de la Convención de Aarhus » (« L'apport du Comité d'examen du respect des dispositions à l'application de la convention d'Aarhus »), in *Acuerdo de Escazú Hacia la democracia ambiental en América Latina y el Caribe*, editado por Michel Prieur, Cósimo Gonzalo Sozzo y Andrés Nápoli, Santa Fe : Ediciones UNL, 2020. Libro digital, PDF (Ciencia y Tecnología), pp. 84-97.
2. « Grenelle de l'environnement: Is France making up for lost time? », participation avec Ricardo Stanziola Vieira in *Governance for Sustainability*, dir. Klauss Bosselmann, Ron Engel et Prue Taylor, IUCN Environmental Policy and Law Paper No. 70, Gland, 2008, pp. 201-206.

V. Chapitres d'ouvrages en français

1. « Les stratégies contentieuses des associations en matière de protection du climat : de l'application du droit à l'activisme judiciaire », in *Droit et climat – Interventions publiques locales et mobilisations citoyennes* (dir. Nicolas Kada), Dalloz, 2022, pp. 109-123.
2. « Les droits procéduraux environnementaux », in *Droit constitutionnel de l'environnement, regards croisés* (dir. Marie-Anne Cohendet), Mare & Martin, 2021.
3. « La science juridique face à l'hypothèse de la post-croissance : méthodologie, critique et analyse écosystémique du droit », in *Le droit en transition. Les clés juridiques d'une prospérité sans croissance* (dir. Antoine Bailleux), Presses de l'Université Saint-Louis, 2020, pp. 67-84.
4. « Arguments en faveur d'une autorité publique indépendante environnementale », in *Droit économique et droit de l'environnement* (dir. Marcel Sousse), Mare & Martin, 2020, pp. 107-124.
5. « Le concept d'effectivité, proposition de définition », in Sara Brimo et Christine Pauti (dir.), *L'effectivité des droits – Regards en droit administratif*, Mare & Martin, 2019, pp. 21-37.
6. « La conditionnalité environnementale dans les règles européennes applicables à l'urbanisme », in *La conditionnalité environnementale dans les politiques de l'Union européenne*, dir. Francette Fines et Hubert Delzangles, Bruylant, 2019, pp. 75-82.
7. « Liste des indicateurs juridiques permettant de mesurer les conditions juridiques de l'effectivité du droit de l'environnement » (avec Michel Prieur), in Michel Prieur, *Les indicateurs juridiques – Outils d'évaluation de l'effectivité du droit de l'environnement*, Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD), 2018, pp. 101-106.
8. « Le droit de l'environnement, instrument de transformation : tentative d'approche dialectique », in *A quoi sert le droit de l'environnement ? Réalité et spécificité de son apport au droit et à la société*, dir. Delphine Misonne, Bruylant, 2018, pp. 53-76.

9. « Le concept d'effectivité-action », in *Los retos actuales del derecho administrativo en el Estado autonómico: estudios en homenaje al profesor José Luis Carro Fernández-Valmayor* (coord. por Luis Míguez Macho, Marcos Almeida Cerredá), Vol. 2, 2017, pp. 367-383.
10. « Ce que la Charte de l'environnement a d'européen », in *La constitution européenne de la France*, dir. Hélène Gaudin, Dalloz, 2017, pp. 35-49.
11. « Le paradoxe du droit d'accès à la justice en matière d'environnement – Propos introductifs », in *Le droit d'accès à la justice en matière d'environnement*, dir. Julien Bétaille, Presses de l'IFR de l'Université Toulouse 1 Capitole, LGDJ, 2016, pp. 11-23.
12. « Une approche multi-conditionnelle de l'effectivité de la norme en droit international », in *Hommage à un printemps environnemental, Mélanges en l'honneur des professeurs Soukaina Bouraoui, Mahfoud Ghézali et Ali Mékourar*, dir. Michel Prieur, PULIM, 2016, pp. 521-560.
13. « Les obligations prudentielles : prévention et précaution », in *Les 10 ans de la Charte de l'environnement*, dir. Carolina Cerda-Guzman et Florian Savonitto, collection "Colloque & Essais", Institut Universitaire Varenne – LGDJ, 2016, pp. 103-118.
14. « Droit de l'environnement », in *Dictionnaire de la pensée écologique*, dir. Dominique Bourg, PUF, 2015, pp. 290-292.
15. « Urbanisme au voisinage des aérodromes », actualisation avec Sophie De Fontaine, *Jcl. Collectivités territoriales*, fasc. 1178, juillet 2015.
16. « A propos de quelques réformes récentes portant sur le droit à la participation – Commentaire de la loi du 27 décembre 2012 et de l'ordonnance du 5 août 2013 relatives à la participation du public » in *Les bases nouvelles de la démocratie environnementale*, dir. Serge Soumastre, SFDE, 2014.
17. « SCoT, eau et biodiversité », in *Ecriture des SCoT*, dir. Henri Jacquot, rapport pour le Groupement de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat, 2013 (en ligne sur le site du [GRIDAUH](#)).
18. « Les catastrophes et le droit : un jeu d'influences réciproques ? », in *Les catastrophes écologiques et le droit : échecs du droit, appels au droit*, dir. Jean-Marc Lavieille, Julien Bétaille et Michel Prieur, Bruylant, 2012, pp. 481-497.
19. « L'action en manquement au droit de l'Union européenne et l'irréversibilité », in *Patrimoine et biodiversité*, dir. Christian Grellois et Dominique Audrerie, PU Bordeaux, 2011, pp. 87-105.
20. Dix chapitres de l'ouvrage *Pratique de l'urbanisme et de l'aménagement*, dir. Ulrich Rodrigo, Editions WEKA, 2011.

VI. Chapitres au sein de rapports de recherche

1. « L'invocabilité des normes constitutionnelles dans le cadre de la QPC en matière d'environnement », avec Hubert Delzangles et Simon Jolivet, in *Dix ans de QPC en matière d'environnement : quelles (r)évolutions ?*, dir. Jessica Makowiak et Emilie Chevallier, CRIDEAU-OMIJ EA 3177, rapport pour le Conseil constitutionnel, janvier 2020, pp. 12-42 (publié sur le site du [Conseil constitutionnel](#)).
2. « L'exécution et l'efficacité de la répression administrative », in *Les sanctions administratives dans les secteurs techniques*, dir. Maryse Deguerge, Gérard Marcou et Catherine Teitgen-Colly, CERAP, ISJPS UMR 8103, rapport pour la mission de recherche *Droit et Justice*, 2016 (publié sur le site de la [mission Droit et Justice](#)).

VII. Notes de jurisprudence et chroniques

✓ Juridictions administratives

1. « Le préjudice écologique à l'épreuve de l'"affaire du siècle" : un succès théorique mais des difficultés pratiques », *AJDA*, 2021, pp. 2228-2234.
2. « Chasse à la glu : la tradition l'emporte sur la jurisprudence de la Cour de justice », sur CE, 28 décembre 2018, *Ligue française de protection des oiseaux*, n° 419063, *AJDA*, 2019, pp. 1172-1177.
3. « Autonomie de l'autorité environnementale en région : le verre à moitié plein », sur CE, 6 décembre 2017, *Association France Nature Environnement*, n° 400559, *Revue juridique de l'environnement*, n° 2, 2019, pp. 399-412.
4. « L'ours dans les Pyrénées : la carence fautive de l'Etat dans la mise en œuvre de la directive Habitats », sur TA Toulouse, 6 mars 2018, *Association Pays de l'ours – ADET et Association FERUS*, n° 1501887, *AJDA*, 2018, pp. 2346-2352.
5. « Insuffisance de l'étude d'impact : Danthony ne change rien, ou presque » sur CAA Bordeaux, 5^{ème} chambre, 6 mai 2014, *SAS Sablières et travaux du Lot (STL)*, n° 13BX02649, *Droit de l'environnement*, n° 231, février 2015, pp. 65-70.
6. « Le décloisonnement du principe de précaution, un effet de la constitutionnalisation de l'environnement », sur CE, 19 juillet 2010, *Association du quartier les Hauts de Choiseul*, n° 328687, *Droit de l'environnement*, n° 182, 2010, pp. 278-279.

✓ Cour de justice de l'Union européenne

7. Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne relative au droit à l'environnement (aff. C-664/15, C-470/16 et C-57/16 P), *Journal européen des droits de l'Homme*, chronique, 2019/4, pp. 222-227.
8. « L'efficacité du référé européen et le principe de précaution au secours de la forêt de Bialowieza – Commentaire sur CJUE, ord. référé, 27 juillet 2017 et ord. référé, grande chambre, 20 novembre 2017, *Commission européenne c. République de Pologne*, C-441/17 R », *Droit de l'environnement*, n° 263, 2018, pp. 14-22.
9. Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne relative au droit à l'environnement (aff. C-60/15 P, T-177/13, C-442/14, C-290/15 et C-243/15), *Journal européen des droits de l'Homme*, chronique, 2017/4, pp. 352-362.
10. Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne relative au droit à l'environnement (aff. C-71/14 et C-137/14), *Journal européen des droits de l'Homme*, chronique, 2016/4, pp. 518-521.
11. Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne relative au droit à l'environnement (aff. C-401/12 P à C-403/12 P, C-404/12 P et C-405/12 P et C-570/13), *Journal européen des droits de l'Homme*, chronique, 2015/4, pp. 538-541.
12. Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne relative au droit à l'environnement (aff. T-111/11, T-214/11, T-545/11, C-530/11 et T-347/09), *Journal européen des droits de l'Homme*, chronique, 2014/4, pp. 556-559.
13. Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne relative au droit à l'environnement (aff. C-266/09, C-182/10, C-416/10, C-240/09, C-115/09, C-260/11), *Journal européen des droits de l'Homme*, chronique, 2013/4, pp. 678-705.
14. Chronique trimestrielle de jurisprudence de l'Union européenne de 2010 à 2013 (aff. C-263/08, C-255/08, C-495/08, C-205/08, C-378/08, C-378/09, C-105/09 et C-110/09, C-266/09, C-524/09, C-240/09, C-50/09, C-275/09, C-435/09, C-115/09, C-128/09 à C-131/09, C-134/09 et C-135/09, C-560/08, C-474/10, C-204/09, C-567/10, C-182/10, T-338/08, C-177/11, C-403/11, C-416/10, C-260/11, C-420/11), *Revue juridique de*

l'environnement (rubriques « Evaluation environnementale », « Information du public », « Participation du public », « Accès à la justice » et « Responsabilité environnementale »).

15. « Information du public en matière d'OGM : un pas en avant, un pas de côté » sous CJCE, 17 février 2009, *Commune de Sausheim c/ Azeלבandre*, aff. C-552/07, *Revue Européenne de Droit de l'Environnement*, 2009, pp. 297-312.

✓ **Comité d'examen du respect des dispositions de la Convention d'Aarhus**

16. « Chronique des décisions du Comité d'examen du respect des dispositions de la Convention d'Aarhus – décisions concernant la France, la Slovaquie et le Royaume-Uni », *Revue juridique de l'environnement*, 2012, pp. 99-113.
17. « Accès à la justice de l'Union européenne, le Comité d'examen du respect des dispositions de la Convention d'Aarhus s'immisce dans le dialogue des juges européens », sous la décision n° ACCC/C/2008/32 du 14 avril 2011, *Revue juridique de l'environnement*, 2011, pp. 547-562.

VI. Participation au débat scientifique

1. Julien Bétaille, « Rights of nature: conservation might not need another hype », publiée en tant que "eLetters" sur le site de la *revue Science*, en réponse à l'article de G. Chapron, Y. Epstein et J.-V. Lopez Bao, « A rights revolution for nature », *Science* 29 Mar 2019: Vol. 363, Issue 6434, pp. 1392-1393, DOI: 10.1126/science.aav5601.

VII. Communications à des colloques

✓ **Avec actes**

1. « Les vellétés d'autonomie du droit de l'environnement », communication lors du colloque annuel de l'Association française de droit administratif (AFDA) organisé à l'Université Toulouse Capitole, juin 2023.
2. « L'interprétation de la directive "Habitats" par la Cour de justice de l'Union européenne », communication lors du colloque *La protection juridique des espèces au défi de la production d'énergies renouvelables*, Université Toulouse Capitole, janvier 2023.
3. « Climate change and the appropriate assessment: Article 6(3) of the Habitats Directive goes global? », communication lors du colloque *The Habitats Directive as game changer for nature and law in the EU: emerging trends and novel approaches*, Université Saint-Louis et Université de Gand, Bruxelles, décembre 2022.
4. « Les apports attendus d'une approche empirique pour la compréhension du droit : mise en contexte à partir de l'exemple du droit de l'environnement », communication lors du colloque *Quel usage des données empiriques dans une recherche en droit ?*, Université Libre de Bruxelles, décembre 2022.
5. « Les droits de la nature, un néo-jusnaturalisme ? », communication lors de l'Université d'automne de l'Institut Louis Favoreu, Aix-Marseille Université, octobre 2022.
6. « Évaluer les effets du droit de l'environnement, une idée saugrenue pour les juristes ? », communication lors du colloque *L'évaluation environnementale face à l'impératif écologique*, colloque annuel de la *Société française pour le droit de l'environnement* (SFDE), Université Paris Saclay, octobre 2022.
7. « Climate litigation in the shadow of the principle of the separation of powers », communication lors du colloque international *The power of environmental law – Experiences from the past and perspectives for the future*, organisé par l'Environmental Law Network International (ELNI) à Bruxelles, octobre 2021.
8. « La science juridique face à l'hypothèse de la post-croissance : conditions et limites de son intervention dans le débat », communication lors du colloque international *Le droit en transition. Les clés juridiques d'une prospérité sans croissance* organisé à l'Université Saint-Louis de Bruxelles, décembre 2018.

9. « Les limites européennes à la subjectivisation du contentieux de l'urbanisme », communication lors des 5^{èmes} rencontres annuelles du contentieux de l'action publique territoriale, organisées par Florence Crouzatier-Durand à l'Université Toulouse 1 Capitole, mai 2018.
10. « Rights of Nature: why it might not save the entire world? », communication lors du colloque *Ecological Justice and Environmental Law in the Anthropocene. A new paradigm for earth community – III Tarragona International Environmental Law Colloquium (TIEC)* organisé par l'Université Rovira i Virgili de Tarragona (Espagne), mai 2018.
11. « Le droit de l'environnement, instrument de transformation », communication lors du colloque *A quoi sert le droit de l'environnement ?* organisé en l'honneur du Pr. François Ost à l'Université Saint-Louis de Bruxelles en mars 2018.
12. « Les droits procéduraux environnementaux », communication lors du colloque *Droit constitutionnel de l'environnement, regards croisés* organisé à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne en mars 2018
13. « Pour une autorité publique indépendante environnementale », conférence à l'Université de Perpignan Via Domitia, Janvier 2018.
14. « Ce que la Charte de l'environnement a d'europpéen », communication lors du colloque *La constitution européenne de la France* organisé à l'Université Toulouse 1 Capitole en septembre 2017.
15. « Le contrôle des nuisances aéroportuaires », communication lors du colloque *Le juge administratif et l'économie des transports* organisé à l'Université Toulouse 1 Capitole en novembre 2016.
16. « La neutralité axiologique et la doctrine environnementaliste », communication lors du colloque *La doctrine en droit de l'environnement* organisé à l'Université de Limoges en novembre 2016.
17. « Propos introductifs », communication lors du colloque *Le droit d'accès à la justice en matière d'environnement* organisé à l'Université Toulouse 1 Capitole en novembre 2015.
18. « La conditionnalité environnementale dans les règles européennes applicables à l'urbanisme », communication lors du colloque *La conditionnalité environnementale dans les politiques de l'Union européenne* organisé à l'Université de Bordeaux en octobre 2015.
19. « Les obligations prudentielles : prévention et précaution », communication lors du colloque *Les 10 ans de la Charte de l'environnement* organisé par le Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'Etat (CERCCLÉ) à l'Université de Bordeaux en février 2015.
20. « La définition de l'environnement en droit de l'Union européenne », communication lors du colloque *Droit et environnement : bilan et perspectives* organisé par le Centre Michel de l'Hospital à l'Université de Clermont-Ferrand en avril 2014.
21. « La surélévation de l'immeuble existant en droit de l'urbanisme : à propos du retour de l'urbanisme dérogoatoire », communication lors du colloque *La surélévation des immeubles en copropriété* organisé par l'Institut des études juridiques de l'urbanisme, de la construction et de l'environnement (IEJUC) à l'Université Toulouse 1 Capitole en janvier 2014.
22. « A propos de quelques réformes récentes portant sur le droit à la participation » communication lors du colloque *Les bases nouvelles de la démocratie environnementale* organisé par la Compagnie des commissaires enquêteurs d'Aquitaine à Dax en décembre 2013.
23. « Répression et effectivité de la norme environnementale », communication lors du colloque *Le droit répressif de l'environnement*, organisé par la Société française pour le droit de l'environnement à l'Université de la Rochelle en novembre 2013.
24. « L'effectivité du droit international de l'environnement », communication lors du colloque *Rio+20 : quelle ambition pour l'environnement ?*, organisé par le CRIDEAU à l'Université de Limoges en septembre 2011.
25. « L'action en manquement au droit de l'Union européenne et l'irréversibilité », communication lors du colloque *Patrimoine et biodiversité* organisé à l'IIUT de Périgueux en octobre 2010.
26. « Les catastrophes et le droit : un jeu d'influences réciproques ? », communication lors du colloque *Les catastrophes écologiques et le droit : échecs du droit, appels au droit* organisé par le Centre de recherche

interdisciplinaire en droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme (CRIDEAU) à l'Université de Limoges en mars 2009.

✓ **Sans actes**

27. « Pouvoir et environnement », colloque *Personnalisation et concentration du pouvoir dans les régimes démocratiques contemporains*, organisé par l'IMH à l'Université Toulouse Capitole, septembre 2023.
28. « The Role of Law in Biodiversity Protection », colloque *Investing for Biodiversity* organisé à la Toulouse School of Economics, septembre 2023.
29. « Environmental Empirical Scholarship: a Transatlantic Dialogue about Legal Methods applied to Environmental Law », avec Pr. Robert Fischman, communication (keynote) lors du colloque *IUCN AEL colloquium 2023* à l'University of Eastern Finland, juillet 2023.
30. « La modélisation du droit de l'environnement : un agenda de recherche interdisciplinaire », communication lors du séminaire de l'*Institute for Sustainable Aviation*, Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace (ISAE-SUPAERO), Toulouse, juillet 2023.
31. « Rights of Nature in the European context: from questionable foundations to the lack of legal justification », communication (keynote) lors du colloque *Common Core of European Private Law*, organisé à l'Université de Groningen (Pays-Bas), mai 2023.
32. « Climate litigation: How to define its success? », communication lors du colloque *Ius Commune*, organisé à l'Université de Maastricht (Pays-Bas), mai 2023.
33. « Et si la "doctrine" mesurait, voire modélisait le droit ? A propos de l'intérêt d'une approche empirique pour la connaissance du droit », communication lors du colloque *Mesure(s) et droit*, organisé à l'Université Toulouse 1 Capitole, décembre 2022.
34. « La recherche juridique dans le 6^{ème} rapport du GIEC », Cycle de séminaires L'urgence écologique au prétoire – Session 4 Fabrique des expertises au service de la justice climatique, Projet ANR ProClimex, organisé à Science Po Toulouse le 21 novembre 2022.
35. « Libres propos conclusifs », communication lors du colloque *L'efficacité et le droit*, organisé par l'IDETCOM à l'Université Toulouse 1 Capitole, octobre 2022.
36. « Legal research in the 6th IPCC report », communication lors de la *International Empirical Legal Studies Conference*, Netherlands Academy for Empirical Legal Studies, Vrije University Amsterdam, septembre 2022.
37. « La QPC *La Sphinx* à l'épreuve de la Convention d'Aarhus », *Échange autour de la QPC La Sphinx*, séminaire organisé par l'Université Paris II Panthéon-Assas, Paris, avril 2022.
38. « Le contentieux climatique, un reflet des tendances du contentieux de l'environnement », *L'État et le contentieux climatique, regards comparés*, conférence organisée par l'Université Paris II Panthéon-Assas à l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, mai 2022.
39. « Empirical approach of Environmental Law », communication lors du séminaire hebdomadaire du groupe environnement, Toulouse School of Economics, mars 2022.
40. « L'analyse écosystémique du droit », communication lors du colloque *Le paradigme de la croissance en droit public*, à l'Université Sorbonne Paris-Nord, janvier 2022.
41. « Retour sur l'affaire Grande-Synthe », *Le Conseil d'Etat et le climat*, séminaire organisé par l'Université Paris II Panthéon-Assas, Paris, décembre 2021.
42. « L'implication des collectivités territoriales dans les contentieux climatiques », *La nuit du droit*, organisé par le tribunal administratif de Toulouse, octobre 2021.
43. « La nature doit-elle être titulaire de droits ? Actualité en droit de l'Union européenne », Universités d'été, organisé par l'Université de Bordeaux et l'Université de Pau et des Pays de l'Adour sur le campus de Bayonne, septembre 2021.
44. « La nécessité d'une autorité publique indépendante en matière d'environnement », colloque *Ombudsman pour les générations futures, médiation et défense de l'environnement* organisé par la Chaire *Normandie pour la paix*, Caen, avril 2021.

45. « Atteintes environnementales et générations à venir : quel garant ? », colloque *Justice pour l'environnement* organisé par la mission de recherche *Droit & Justice* au collège des Bernardins, Paris, octobre 2020.
46. « Les droits de la nature, quelle plus-value en Europe ? » séminaire *El estado ecologico de derecho en el Antropoceno* à l'Institut d'études avancées de Madrid (MIAS) en mars 2020.
47. « La dimension préventive de la répression en matière d'environnement », communication lors du colloque *Le Droit pénal peut-il sauver l'environnement ?* organisé par l'Association des Étudiants en Droit Pénal à l'Université Toulouse 1 Capitole en mars 2020.
48. « Temps de la nature, temps des hommes : de la nature comme sujet de droit à un "Etat de droit écologique", une rétrospective contemporaine de quelques concepts phares », conférence à la faculté de droit Jean-Monnet de l'Université Paris-Saclay en février 2020.
49. « Les préjudices climatiques en droit administratif », communication lors du colloque *Quels enjeux contentieux face à l'essor de l'action climatique ?*, organisé par l'Association Bordelaise des Juristes de Contentieux Publics à l'Université de Bordeaux en février 2020.
50. « Les indicateurs juridiques de l'effectivité du droit de l'environnement : difficultés méthodologiques et études de cas », communication lors du séminaire *Legal indicators of law for future generations*, organisé par la Chaire Normandie pour la Paix à la MRSH de Caen en novembre 2019.
51. « Does the legal protection of nature needs the Rights of Nature? » et « Concluding remarks », communications lors du colloque *Rights of Nature: Opening the Academic Legal Debate in the European Legal Context* organisé par l'IEJUC à l'Université Toulouse 1 Capitole, Octobre 2019.
52. « L'Europe protectrice : effectivité du droit de l'environnement de l'Union européenne ? », communication lors du colloque *Souveraineté européenne : du discours politique à une réalité juridique ?*, organisé par l'Association française d'études européennes (AFEE) à l'Université Toulouse 1 Capitole, septembre 2019.
53. « La politique juridique des institutions européennes en matière de protection des espèces sauvages » communication lors du colloque *L'intégration nationale du droit européen de l'environnement au XXI^e siècle*, organisé par l'Association française d'études européennes (AFEE) à l'Université de La Rochelle, septembre 2019.
54. « La participation sans la délibération », communication lors du colloque *Démocratie environnementale, une nouvelle expérience démocratique ?*, organisé à l'Université de La Rochelle, avril 2019.
55. « When Catalonia breaks the Law to help France respect the Law: about the Goiat bear reintroduction and the duty of loyal cooperation in the European Union », communication lors du colloque *19th International Wildlife Law Conference*, organisé par la Stetson University (Floride) à l'Université de Barcelone en juin 2019.
56. « Biodiversity in the City: implementing ecological corridors in French urban planning », communication lors du colloque « Comparative urbanism » organisé en mars 2019 à la Georgia State University College of Law (Atlanta).
57. « Analyse critique de "L'affaire du siècle" », conférence à l'Université Toulouse 1 Capitole, février 2019.
58. « L'autorisation environnementale, quels apports à la modernisation du droit de l'environnement ? », communication lors de la table ronde sur *L'autorisation environnementale* organisée par les étudiants du Master 2 « Droit de l'environnement » de l'Université Toulouse 1 Capitole en février 2019.
59. « Des indicateurs pour évaluer l'effectivité de la norme : les difficultés méthodologiques à dépasser », communication lors du séminaire *Les indicateurs juridiques de l'effectivité du droit de l'environnement* organisé en février 2019 à la MRSH de l'Université de Caen.
60. « La prise en compte de la valeur intrinsèque de la Nature en droit de l'environnement », communication lors du colloque *Ethiques naturalistes et droit de l'environnement : d'une révolution conceptuelle à une refondation juridique ?* organisé à l'Université de Corse en septembre 2018.

61. « The positive obligation to introduce species under the Habitats directive », proposition acceptée pour la *IWLC18 Conference: 18th International Wildlife Law Conference – Transboundary Dimensions of Wildlife Conservation* organisé par l'Université de Tilburg (Pays-Bas), avril 2018.
62. « État des lieux de l'accès à la justice en matière environnementale en France », intervention lors du séminaire *Accès à la justice en matière d'environnement en France* organisé par ClientEarth à Paris, avril 2018.
63. « Le transport durable : frein ou moteur de l'action économique des acteurs privés ? », communication lors du colloque *Transports et développement durable* organisé à l'Université Toulouse 1 Capitole en mars 2018.
64. « Legal Indicators of Environmental Law's Effectiveness (LIELE): methodological issues and challenges », communication lors du séminaire *Environmental Law Indicators* organisé en septembre 2017 à la *Hebrew University of Jerusalem*.
65. « Protected areas in the city of Marseille », communication lors du séminaire *Study Space X Marseille* organisé en juin 2017 par le Center for the Comparative Study of Metropolitan Growth de la Georgia State University.
66. « L'indépendance de l'autorité titulaire du pouvoir de sanction », communication lors du colloque *L'avenir de la répression administrative* organisé à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en juin 2017.
67. « Le rôle du *compliance committee* au sein la Convention d'Aarhus », communication lors du séminaire sur *L'accès à la justice des associations de protection de l'environnement* organisé par le CRIDEAU en février 2016 à l'Université de Limoges.
68. « Advanced Monitoring in France, from Monitoring's Decentralization to NGOs' Legal Actions », communication lors du colloque *The Role of Advanced Monitoring, Remote Sensing and New Forms of Information Gathering, Analysis and Disclosure in Environmental Compliance and Enforcement* organisé par la *George Washington University Law School* (Washington DC, USA) les 26 et 27 mars 2015, communication en anglais (*appel à communications*).
69. « La loi ALUR et les documents d'urbanisme », communication lors du colloque *La loi ALUR et le droit de l'urbanisme* organisé par l'IEJUC en novembre 2014, *Université Toulouse 1 Capitole*.
70. « Le principe de précaution, un droit fondamental », communication lors du *Congrès international sur le droit de l'environnement en Amazonie* organisé par le *Tribunal de justice de l'Etat d'Amapa* (Brésil) en septembre 2014.
71. « L'accès à la justice des associations et l'évolution générale du contentieux de l'urbanisme », communication lors du colloque *Le contentieux du permis de construire* organisé par l'IEJUC en novembre 2013, *Université Toulouse 1 Capitole*.
72. « Le caractère opératoire de la notion d'effectivité en droit », communication lors du colloque *Le juge administratif et l'effectivité des droits*, organisé par le Centre d'Études et de Recherches sur l'Administration Publique (CERAP) à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne en octobre 2013.
73. « Questioning the ability of the legal system to ensure the effectiveness of its own norms », communication lors du *Congrès mondial du Research Committee « Sociology of Law »* de l'Association internationale de sociologie, à l'IEP de Toulouse en septembre 2013, communication en anglais (*appel à communications*).
74. « Quality of information delivered by parties before the Aarhus Convention Compliance Committee », communication lors du colloque *Effectiveness of the Aarhus Convention Compliance Committee* organisé par le *Bureau Européen de l'Environnement* (Vienne, Autriche) en mai 2012, communication en anglais.
75. « Les effets de la participation sur la décision administrative en droit français », communication lors du colloque *La mise en œuvre de la Convention d'Aarhus dans le secteur nucléaire en Belgique* organisé par le Centre de droit public de l'Université libre de Bruxelles en avril 2011.
76. « L'article 8 de la Convention d'Aarhus : aiguillon d'un approfondissement de la démocratie administrative », communication lors du colloque *La participation du public aux décisions réglementaires sur l'environnement* organisé par le CRIDEAU à l'Université de Limoges en janvier 2011.
77. « Climate Change and Biodiversity as causes of Human Displacement : towards an International Legal Status for Environmentally-Displaced Persons », communication lors du *8^{ème} congrès de l'IUCN*

Academy of Environmental Law, organisé à l'Université de Gand (Belgique) en septembre 2010, communication en anglais (*appel à communications*).

78. « Projet de convention relative au statut international des déplacés environnementaux », co-présentation avec le Pr. Jean-Pierre Marguénaud lors de la conférence « *Population movements in the context of climate change* », réunion parallèle au Conseil des droits de l'homme (ONU – Genève), à l'invitation de Walter Kälin (représentant du secrétaire général de l'ONU sur les droits de l'homme des personnes déplacées), en septembre 2009.
79. « An international Convention to give legal status to environmentally-displaced persons », communication lors du colloque *Global responses to eco-migrations and environmental disasters : the role of US and international law and Policy* organisé par la *Fordham Law School* (New York, USA) en février 2009, communication en anglais (*appel à communications*).
80. « The french legal framework of NGOs participation and its application relating to Climate Change », communication lors du colloque *The role of information in an age of climate change, an international conference du mark the 10th anniversary of the Aarhus convention* organisé par l'Université d'Aarhus (Danemark) avec le secrétariat de la Convention d'Aarhus (UNECE) et l'Agence Européenne de l'Environnement en novembre 2008, communication en anglais.
81. « Environmental catastrophes and migrations », communication lors du colloque *Humans and habitats : rethinking rights in an age of climate change* organisé par le Centre for the Study of Human Rights de la *London School of Economics and Political Science* (Londres) en avril 2008, communication en anglais.

AUTRES ACTIVITES DE RECHERCHE

✓ Participation à des projets de recherche

- Participation au projet de recherche « Le traitement juridictionnel de l'urgence environnementale », dirigé par Eve Truilhé et financé par l'*Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice* (2023-2026).
- Participation au projet de recherche « Chiffres, biodiversité et droit » (NUBIOL), dirigé par Sophie Gambardella et labellisé par la fondation AMIDEX.
- Participation au projet de recherche « Justice et écologie : cartographie et logiques d'action – Les trajectoires négociées des infractions environnementales » (2022-2024), dirigé par Christian Mouhanna (sociologie et droit), chargé de recherche au CNRS (CESDIP) et financé par l'*Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie* (ADEME).
- Participation au projet de recherche « Can laws save the natural world? » (2021-2026) dirigé par Guillaume Chapron, Associate Professor à la *Swedish University of Agricultural Sciences* (biologie de la conservation et droit), financé par le Conseil suédois pour la recherche (Vetenskapsrådet).
- Participation au projet de recherche « A systematic mapping of public interest litigation for species conservation in the European Union » (2021-2023) dirigé par Guillaume Chapron, Associate Professor à la *Swedish University of Agricultural Sciences* (biologie de la conservation et droit), financé par le Conseil suédois pour la recherche (Vetenskapsrådet).
- Participation au projet de recherche « Le juge, quelle voix au service de la protection de l'environnement ? » (2021-2023) dirigé par Emilie Chevallier, Maître de conférences à l'Université de Limoges (droit) et financé par la mission de recherche *Droit & Justice*.
- Participation au projet de recherche « Legal indicators for future generations » (2019-2021) dirigé par le Pr. Michel Prieur (droit et statistiques) et financé par la Chaire Normandie pour la paix, Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen.

- Participation au projet de recherche « Dix ans de QPC en matière d'environnement : quelle (r)évolution ? » (2018-2019) dirigé par la Pr. Jessica Makowiak et Emilie Chevalier de l'Université de Limoges (droit) et financé par le Conseil constitutionnel.
- Participation au projet « Access to Justice for a Greener Europe – ATOJ EARL » (2018-2019), dirigé par *ClientEarth* et *Justice & Environment*, financé par la Commission européenne (programme LIFE).
- Participation au projet de recherche « Claws and Laws, an interdisciplinary research project in large carnivore ecology and environmental law » (2016-2017), dirigé par Guillaume Chapron (biologie de la conservation et droit), financé par l'Agence suédoise de protection de l'environnement.
- Participation au projet de recherche « Le recours à la sanction administrative dans les contentieux techniques » (2013-2016), dirigé par le Pr. Maryse Deguegue, le Pr. Gérard Marcou et le Pr. Catherine Teitgen-Colly et financé par la mission de recherche *Droit et justice*.
- Participation au projet de recherche ANR CADHOM « Catastrophes et droits de l'Homme » (2010-2013) dirigé par le Pr. Jean-Pierre Marguénaud (droit) et financé par l'Agence nationale de la recherche.
- Participation au projet de recherche « La participation du public aux actes réglementaires » (2009-2012), dirigé par le Pr. Michel Prieur (droit et science politique) et financé par le ministère de l'environnement.

✓ **Fonds collectés pour la recherche**

- Dotations individuelles
 - Chaire junior de l'*Institut universitaire de France* : 75 000 euros (15 000 euros par an de 2022 à 2027)
 - Dotation pour la recherche accordée par l'Université Toulouse 1 Capitole : 15 000 euros (5 000 euros par an de 2013 à 2016)
- Projets de recherche collectifs
 - Projet *Le traitement juridictionnel de l'urgence environnementale* : NA (IERDJ)
 - Projet NUBIOL : **NA** (fondation AMIDEX)
 - Projet *Justice et écologie : cartographie et logiques d'action* : 213 066 euros (ADEME)
 - Projet *Can laws save the natural world?* : 16 491 000 couronnes suédoises, soit 1 497 427 euros (Conseil suédois pour la recherche)
 - Projet *A systematic mapping of public interest litigation for species conservation in the European Union* : 2 870 000 couronnes suédoises, soit 260 000 euros (Conseil suédois pour la recherche)
 - Projet *Le juge, quelle voix au service de la protection de l'environnement ?* : 14 454 euros (mission de recherche *Droit & Justice*)
 - Projet *Dix ans de QPC en matière d'environnement* : 30 896 euros (Conseil constitutionnel)
 - Projet *Le recours à la sanction administrative dans les contentieux techniques* : 53 939 euros (mission de recherche *Droit & Justice*)
 - Projet CADHOM : 239 998 euros (ANR)

✓ Organisation de colloques, séminaires et conférences universitaires

- Organisation d'un cycle de séminaires interdisciplinaires sur *L'approche empirique du droit de l'environnement* (droit, économie, biologie de la conservation), Université Toulouse 1 Capitole : 21 janvier 2022, 18 novembre 2022, 1^{er} décembre 2022, 9 mars 2023.
- Responsable scientifique et organisation du colloque *Empirical Legal Research: a state of knowledge across Europe*, Université Toulouse 1 Capitole, 9 et 10 juin 2023.
- Organisation d'une table ronde sur *La protection juridique des espèces au défi de la production d'énergies renouvelables*, Université Toulouse 1 Capitole, 13 janvier 2023.
- Organisation de 3 conférences données par le Pr. Michael Faure à l'Université Toulouse 1 Capitole, janvier 2022 (*L'analyse économique du droit, état des lieux et perspectives* ; *L'approche économique du droit pénal* ; *L'analyse économique du droit de l'environnement*).
- Direction scientifique de la journée d'étude *Pour une autorité publique indépendante ?* organisée le 8 avril 2021 par la Chaire Normandie pour la Paix de l'Université de Caen (en ligne).
- Responsable scientifique et organisation du colloque *Rights of Nature: Opening the Academic Debate in the European Legal Context*, Université Toulouse 1 Capitole, 14 et 15 octobre 2019. Publication en ligne de la capture vidéo du colloque.
- Organisation de 4 conférences données par le Pr. Gonzalo Sozzo à l'Université Toulouse 1 Capitole, octobre 2019 (*Le virage écologique du droit privé* ; *Le principe de précaution en Argentine* ; *Le constitutionnalisme environnemental en Amérique du Sud* ; *La protection des biens collectifs en Amérique du Sud*).
- Organisation d'un séminaire sur *L'effectivité de la justice en matière d'environnement*, réunissant des magistrats administratifs et judiciaires, des agents de la police de l'environnement, des avocats et des juristes associatifs, IEJUC, Université Toulouse 1 Capitole, juillet 2019.
- Organisation d'une table ronde sur *L'autorisation environnementale unique : quels apports à la modernisation du droit de l'environnement deux ans après la réforme ?*, réunissant des fonctionnaires de la DREAL, un bureau d'études, un avocat, un juriste d'entreprise et un juriste associatif, Université Toulouse 1 Capitole, février 2019.
- Organisation de 4 conférences données par le Pr. François Ost à l'Université Toulouse 1 Capitole, octobre 2018 (*A quoi sert le droit ?* ; *Le droit, objet de passions* ; *La Nature en droit : objet, sujet, responsabilité* ; *Quel droit de l'environnement pour le 21^{ème} siècle ?*).
- Responsable scientifique et organisation du colloque annuel 2015 de la Société française pour le droit de l'environnement : *Le droit d'accès à la justice en matière d'environnement*, Université Toulouse 1 Capitole, 5 et 6 novembre 2015 (constitution d'un Comité scientifique, lancement d'un appel à communications, sélection des propositions à l'aveugle et établissement du programme, publication des actes).
- Responsable de l'organisation du cycle de conférences de l'IEJUC sur l'environnement (2014-...) : interventions du Pr. Michel Prieur, du Pr. Massimo Monteduro (Italie), du Pr. Marie-Anne Cohendet et du Pr. Paulo Affonso Leme Machado (Brésil).
- Membre du comité d'organisation du colloque annuel 2013 de la *Société française pour le droit de l'environnement* : *Droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?*, Université de La Rochelle, novembre 2013.

- Co-organisation du colloque « *Les catastrophes écologiques et le droit* » qui s'est tenu à Limoges en mars 2009 (publication : J.-M. Lavieille, J. Bétaille et M. Prieur (dir.), *Les catastrophes écologiques et le droit : échecs du droit, appels au droit*, Bruylant, 2012, 599 pages).

✓ Responsabilités scientifiques

- Participation à des jurys de thèses :
 - Membre du jury de la thèse de Diana Carolina Gualdrón-Tolosa (*Les conflits d'usage liés à l'implantation des énergies renouvelables en Colombie – Étude juridique à la lumière du droit français*, dir. Luc Bodiguel) soutenue à Nantes le 24 novembre 2022.
 - Membre du jury de la thèse de Odeline Billant (*Freeing the oceans from plastic bag pollution through law: mirage or horizon? An experiment in numerical comparative law on the shores of the Atlantic Ocean*, dir. M. Bonnin) soutenue à Brest le 4 novembre 2022.
 - Membre du jury de la thèse de M. Amidou Yekini (*La mise en œuvre du droit applicable aux changements climatiques : le cas du Bénin*, dir. M. Faure) soutenue à Maastricht (Hollande) le 21 mars 2022.
 - Membre du jury de la thèse de M. Mohsen Masjedi (*Development of energy sector in Iran in light of energy trilemma. An analysis of legal and policy challenges*, dir. E. Eliseo Cocciolo) soutenue à Tarragone (Espagne) le 30 avril 2020.
 - Membre du jury de la thèse de M. G. Tshitende Wa Mpinda (*Les piliers social et culturel du développement durable en droit – dir. G. Monédiaire*) soutenue à Limoges le 19 mai 2017.
 - Membre du jury de la thèse de M. T. Aoustin (*L'évaluation environnementale des plans et programmes. Vers l'ouverture d'un cadre stratégique au pilier procédural du droit de l'environnement – dir. G. Monédiaire*) soutenue à Limoges le 14 décembre 2015.
- Co-encadrement de thèse :
 - Amélie Rastoll, *La contribution du contentieux à la prévention des dommages à l'environnement*, dir. Pr. Matthieu Poumarède, contrat doctoral depuis octobre 2022.
 - Gavin Marfaing, *Le droit de l'environnement à l'épreuve des faits : essai d'analyse empirique*, dir. Pr. Éric Naim-Gesbert, contrat doctoral depuis octobre 2021.
- Suivi de thèse :
 - Membre du comité de suivi de thèse (arr. du 25 mai 2016) de Mme E. Agard (*L'application du droit de l'environnement : le cas des pollutions industrielles dans le département des Bouches-du-Rhône*), Aix-Marseille Université, septembre 2021 et septembre 2022.
 - Participation aux comités de suivi de thèse (arr. du 25 mai 2016) des doctorants de l'Institut des études juridiques de l'urbanisme, de la construction et de l'environnement (IEJUC EA 1919), depuis 2019.
- Direction de mémoires :
 - Direction du mémoire de G. Marfaing, *La contribution du droit à la réalisation d'un objectif politique européen : illustration à partir de la politique de conservation du loup gris en Espagne, en France et en Suède*, mémoire de master 2, Université Toulouse 1 Capitole, 2021.

- ⇒ Mémoire ayant fait l'objet du prix scientifique des éditions *L'Harmattan* 2021 et du prix du mémoire de la *Société française pour le droit de l'environnement* 2021,
- ⇒ Étudiant ayant obtenu un contrat doctoral
- Direction du mémoire collectif de Y. Tazzit, C. Terrier, C. Trouquet et J. Vivier, *La personnification juridique de la nature aux Etats-Unis*, Collège supérieur de droit, Université Toulouse 1 Capitole, 2020.
- Direction du mémoire de K. Koné, *La forêt et la diversité biologique en Côte d'Ivoire*, mémoire de master 2, Université Toulouse 1 Capitole, 2019
- Direction du mémoire de G. Marfaing, *Le droit d'accès à la justice en matière environnementale : approche comparatiste France – Suède*, Collège supérieur de droit, Université Toulouse 1 Capitole, 2019.
- Direction du mémoire de B. Simon, *Le commerce des parties d'élastomères*, mémoire de master 2, Université de Limoges, 2017.
- Direction du mémoire de M. Grèze, *Les interactions entre culture et changements climatiques*, mémoire de master 2, Université de Limoges, 2015.
- Direction de stages :
 - Direction du stage de Baptiste Clerc, assistant de recherche au sein de l'PIEJUC : collecte et analyse de données juridiques (avril-mai 2023).
- Membre du comité de programme Recherche de TIRIS (*Toulouse Initiative for Research's Impact on Society* – Université de Toulouse) depuis mars 2023.
 - Pré-évaluation des projets BEES, JUSTICE, QUID, TEXTECOP et PASUMIN, juin 2023.
- Évaluation d'un projet de recherche dans le cadre de l'appel à projets « Initiatives de Recherche à Grenoble Alpes de l'UGA 2022-2023 », février 2023.
- Évaluation d'un projet pour le European Research Council (ERC Remote Referee), mai 2022.
- Membre du comité HCERES chargé de l'évaluation du laboratoire *Droit et changement social* (DCS) de l'Université de Nantes, mai 2021.
- Évaluation de projets recherche pour l'Agence nationale de la recherche (ANR) :
 - IndiGreen (juin 2023)
 - PROCLIMEX (juin 2021)
- Membre du jury du prix de thèse proposé par la *Société française pour le droit de l'environnement*, 2021.
- Expertise des activités de recherche d'un enseignant-chercheur candidat à une promotion Hors classe contingent local : évaluation extérieure d'un dossier pour le Conseil académique de l'Université Aix-Marseille, 2018.
- Évaluation d'articles en double aveugle pour la *Review of European Administrative Law* (avril 2021), la *Revue interdisciplinaire d'études juridiques* (septembre 2018) la revue *Droit et Société* (septembre 2015, décembre 2022), la revue *Droit et Ville* (janvier 2017), la revue *VertigO* (janvier 2023) et la *Revue juridique de l'environnement* (avril 2017, avril 2018, novembre 2019 et novembre 2020).
- Évaluation d'une proposition d'ouvrage pour l'éditeur *Routledge*, décembre 2021.
- Évaluation d'une proposition d'ouvrage pour l'éditeur *Springer*, mai 2023.

- Membre du *International Advisory and Peer Review Board* de la *Rivista Quadrimestrale di Diritto dell'Ambiente* (RQDA, Italie) depuis 2019.
- Membre du Comité de lecture de la revue *Droit et Ville* depuis juin 2016.
- Correspondant national du *Centre international de droit comparé de l'environnement* (CIDCE), ONG bénéficiant du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).
- Membre fondateur de la *European Society for Empirical Legal Studies* (Amsterdam, septembre 2022)
- Membre du jury du prix du meilleur mémoire en droit de l'environnement organisé par la *Société française pour le droit de l'environnement*, chaque année depuis 2016.
- Membre du comité en charge de la partie européenne de la *Revue juridique de l'environnement* de 2010 à 2013 ; membre du comité de rédaction de la *Revue européenne de droit de l'environnement* de 2006 à 2009 (en charge de la gestion des rubriques « articles » et « chronique nationale »).

PARCOURS UNIVERSITAIRE

✓ Diplômes

- 2012 DOCTORAT EN DROIT PUBLIC, mention très honorable avec félicitations du jury, Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Limoges.
- 2006 MASTER DE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME, mention Bien, major de promotion, Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Limoges.
- 2001 BACCALAUREAT ECONOMIQUE ET SOCIAL, mention Assez Bien, Lycée Edmond Perrier (Tulle).

✓ Concours

- 2018 SOUS-ADMISSIBILITE AU CONCOURS D'AGREGATION EN DROIT PUBLIC.
- 2016 ADMISSIBILITE AU CONCOURS D'AGREGATION EN DROIT PUBLIC.
- 2014 SOUS-ADMISSIBILITE AU CONCOURS D'AGREGATION EN DROIT PUBLIC.

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

✓ Responsabilités pédagogiques

- Création et co-direction du Master 2 *Droit de l'environnement* de l'Université Toulouse 1 Capitole depuis septembre 2018 avec le Pr. Éric Naim-Gesbert (Master incluant un double diplôme ENGAGE).
- Membre du conseil de perfectionnement du Master 1 *Droit public* de l'Université Toulouse 1 Capitole depuis 2019

✓ Enseignements à l'étranger

- Professeur invité à l'*Université de Lomé* au Togo, juillet 2022 : droit de l'environnement (15 heures)
- Professeur invité à l'*Universidad Nacional del Litoral* de Santa Fe en Argentine, avril 2018 et juin 2022 (PREFALC) : droit européen de l'environnement (15 heures)
- Professeur invité à la *Georgia State University College of Law* (Atlanta), mars 2019 : droit de l'environnement urbain (4 heures)
- Professeur invité à l'*Universitat Autònoma de Barcelona*, mars 2018 (Erasmus +) : droit constitutionnel (10 heures)

✓ École d'été

- Organisation d'une école d'été, à destination des enseignants-chercheurs et des doctorants, sur les méthodes de la recherche juridique empirique (2 semaines de formation, 30 heures, avec deux professeurs invités), juin 2023.

✓ Cours

- **Public Law Issue** : dispensé en Anglais dans le cadre de la Licence 2 de droit à l'Université Toulouse 1 Capitole (16h30 par an entre 2020 et 2022).
- **Droit de la biodiversité** : dispensé dans le cadre du Master 2 « Droit de l'environnement » de l'Université Toulouse 1 Capitole (21h. par an depuis 2018).
- **Droit constitutionnel de l'environnement** : dispensé dans le cadre du Master 2 « Droit de l'environnement » de l'Université Toulouse 1 Capitole (15h. par an depuis 2018).
- **Droit de l'Union européenne** : dispensé dans le cadre de la Licence 2 de l'Ecole européenne de droit de l'Université Toulouse 1 Capitole (30 h. par an entre 2016 et 2022).
- **Droit des finances publiques approfondi** : dispensé dans le cadre du Master 1 Droit public de l'Université Toulouse 1 Capitole (30 h. par an entre 2017 et 2022).
- **Environmental Law** : dispensé en Anglais dans le cadre du Master 2 « Juriste international » de l'Université Toulouse 1 Capitole (6 h. par an depuis 2014).
- **Méthodologie de la recherche** : dispensé dans le cadre du Master 2 « Droit de l'environnement » de l'Université Toulouse 1 Capitole (5h. par an depuis 2018).
- **Droit constitutionnel** : dispensé dans le cadre du CPAG et de la prépa IEJ-ENM, Institut d'études politiques de Toulouse (14 h. par an entre 2013 et 2018).
- **Droit de l'urbanisme** : dispensé dans le cadre de la Licence Pro « Métiers du Notariat » de l'Université Toulouse 1 Capitole (25 h. par an entre 2015 et 2018).
- **Droit de l'environnement** : dispensé en Master 2 « Collectivités territoriales » de l'Université Toulouse 1 Capitole (10 h., 2015) et en Master 1 « Juriste d'entreprise » (18 h. en 2013-2014).
- **Public International Law** : dispensé en Anglais dans le cadre du Master 2 « MADIC/LLM Comparative and European Private international law » de l'Université Toulouse 1 Capitole (6 h. en 2014 et en 2015).
- **Contentieux de l'urbanisme** : dispensé dans le cadre du Master 2 « Droit immobilier » de l'Université Toulouse 1 Capitole (3 h. en 2014 et 6 h. en 2015).
- **Droit des marchés publics** : dispensé dans le cadre de la Licence Pro « Aménagement paysager » de l'Université Toulouse 1 Capitole (7h par an entre 2017 et 2020).
- **Institutions juridictionnelles publiques** : dispensé en Licence 1 Droit, Université Toulouse 1 Capitole (12 h. en 2013-2014).

✓ Conférences de méthode

- **Droit des contrats et marchés publics** : dispensé dans le cadre du Master 1 « Droit public » de l'Université Toulouse 1 Capitole (15 h. CM en 2014-2015 et en 2016-2017).
- **Droit public économique** : dispensé dans le cadre du Master 1 « Droit public » de l'Université Toulouse 1 Capitole (15 h. CM en 2014-2015).
- **Droit de l'urbanisme** : dispensé dans le cadre du Master 1 « Droit public » de l'Université Toulouse 1 Capitole (15 h. CM en 2014-2015 et en 2017-2018 et 30 h. CM en 2013-2014 et en 2016-2017).

- **Droit de l'environnement** : dispensé dans le cadre du Master 1 « Droit public » de l'Université Toulouse 1 Capitole (13,5 h. CM par an entre 2020 et 2022).

✓ Séminaires

- **Contentieux de l'environnement** : dispensé dans le cadre de la préparation au concours d'accès à l'ENM de l'IEJ de l'Université Toulouse 1 Capitole (3 h. par an depuis 2021).
- **Droit de l'environnement** : dispensé dans le cadre du Magistère Droit Public Appliqué de l'Université de Montpellier, 3h CM en mai 2022.
- **Droit de l'environnement** : dispensé dans le cadre du Master 2 «Droit de l'environnement et de l'urbanisme » de l'Université de Limoges (3 h. en 2014 et en 2015, 6 h. en 2016, 2017 et en 2018, 9 h. en 2019 et en 2022) ; séminaires sur le contentieux constitutionnel de l'environnement, sur la protection juridique des grands prédateurs et sur les droits de la nature.
- **Droit de la participation du public** : dispensé dans le cadre du Master 2 TEMPRO « Droit de la protection de l'environnement – Territoires méditerranéens » de l'Université d'Aix-Marseille, 4h CM en novembre 2018.
- **Contentieux international de l'environnement** : dispensé dans le cadre du Master 2 « Droit du contentieux international » de l'Université de Poitiers (2 h. en 2013) et du Master 2 « Coopération internationale et ONG » de l'Université Paris XIII (2 h. en 2011).
- **Droit international et européen de l'environnement** : cinq séminaires dispensés entre 2008 et 2012 dans le cadre du Master 2 « Droit de l'environnement et de l'urbanisme » de l'Université de Limoges (2 h.).

✓ Travaux dirigés

- **Droit administratif des biens** : travaux dirigés dispensés dans le cadre du cours du Pr. Jean-Gabriel Sorbara en 3^{ème} année de Licence de Droit (15 h. en 2014-2015).
- **Droit administratif** : travaux dirigés dispensés dans le cadre du cours du Pr. Hélène Pauliat en 2^{ème} année de Licence de Droit (15 h. en 2012-2013).
- **Droit constitutionnel** : travaux dirigés dispensés dans le cadre du cours de M. Christian Moulinard en 1^{ère} année de Licence de Droit (120 h. en 2011-2012) ; travaux dirigés dispensés dans le cadre du cours du Pr. Jean Devaud en 1^{ère} année de Licence d'AES (225 h. entre 2006 et 2011).
- **Droit de l'urbanisme** : travaux dirigés dispensés dans le cadre du cours du Pr. Hubert Delzangles en Master 1 «Droit de l'environnement et droit de l'urbanisme » (90 h. entre 2010 et 2013) ; travaux dirigés dispensés dans le cadre du cours de M. Christian Moulinard en Master 1 « Droit de l'environnement et droit de l'urbanisme » (60 h. entre 2008 et 2010).
- **Droit de l'environnement** : travaux dirigés dispensés dans le cadre du cours du Pr. Gérard Monédiaire et de Mme Jessica Makowiak en Master 1 « Droit de l'environnement et droit de l'urbanisme » (150 h. entre 2007 et 2012).

✓ Autres activités pédagogiques

- Organisation du voyage d'étude du Master 2 Droit de l'environnement au Parc naturel régional des Pyrénées ariégeoises (études de cas sur place avec l'intervention de professionnels auprès des étudiants), février 2023.
- Organisation d'un procès fictif avec les étudiants du Master 2 Droit de l'environnement à l'occasion de la *Nuit du droit*, octobre 2022.

- Organisation du voyage d'étude du Master 2 Droit de l'environnement au Parc naturel régional des Causses du Quercy (études de cas sur place avec l'intervention de professionnels auprès des étudiants), février 2022.
- Organisation du voyage d'étude du Master 2 Droit de l'environnement au Parc naturel régional du Haut-Languedoc (études de cas sur place avec l'intervention de professionnels auprès des étudiants), février 2020.

✓ **Orientation professionnelle des étudiants**

- Participation au forum des métiers de l'Université Toulouse Capitole 2023.
- « Pourquoi faire du droit de l'environnement ? », conférence organisée par l'Université Toulouse 1 Capitole dans le cadre de la journée portes ouvertes, 12 février 2022.
- Participation à la journée portes ouvertes (JPO) de l'Université Toulouse Capitole en tant que responsable de diplôme (2019, 2020, 2021, 2022, 2023).

✓ **Formation professionnelle**

- Formation à l'**École nationale de la magistrature** (ENM) dans le cadre du Cycle approfondi sur la justice environnementale (CAJE) (2h, 2022).
- Formation à l'**École des avocats Sud-Ouest Pyrénées** (EDASOP) – Actualité du droit de l'environnement (4h, 2021).
- Formation pour le service Formation Continue, Validation des Acquis et Apprentissage (**FCV2A**) de l'Université Toulouse 1 Capitole, dans le cadre du certificat « Droit et pratique de l'urbanisme » (4h par an depuis 2018).

FONCTIONS ADMINISTRATIVES

- Membre élu du conseil de la recherche de l'Université Toulouse Capitole depuis 2023.
- Co-directeur du Master 2 « Droit de l'environnement » de l'Université Toulouse Capitole depuis 2018.
- Membre du « conseil de perfectionnement » du Master 1 Droit public de l'Université Toulouse Capitole depuis 2019.
- Membre du Comité de sélection en vue du recrutement d'un maître de conférences en droit public à Aix-Marseille Université (2023).
- Membre du Comité de sélection en vue du recrutement d'un maître de conférences en droit public au Museum national d'histoire naturelle (2019).
- Membre du Comité de sélection en vue du recrutement de deux maîtres de conférences en droit public à l'Université Toulouse Capitole (2015, 2017 et 2018).
- Membre du bureau de la section de droit public de l'Université Toulouse Capitole (2014-2017).
- Délégué des moniteurs de l'Université de Limoges (CIES Centre) de 2006 à 2009.

EXPERTISE

✓ **Auditions**

- Audition à l'Assemblée nationale par la députée Lisa Belluco, à propos de l'indépendance en matière d'installations classées, juin 2023.
- Audition à l'Assemblée nationale par le député Erwan Balanant, à propos de l'évaluation climatique et environnementale des lois, mars 2023.

- Audition à l'Assemblée nationale par la Commission des lois (député Gérard Leseul), à propos de la proposition de loi constitutionnelle visant à créer un Défenseur de l'environnement (n° 608), janvier 2023.
- Audition à l'Assemblée nationale par la députée Cécile Muschotti, chargée d'une mission sur la création d'un « Défenseur de l'environnement », à propos de la création d'une autorité publique indépendante en matière d'environnement, avril 2021.
- Audition à l'Assemblée nationale par le député Erwan Balanant, rapporteur du titre VI du projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, à propos de de la protection judiciaire de l'environnement, mars 2021.
- Audition à l'Assemblée nationale par le député Matthieu Orphelin à propos du projet de réforme constitutionnelle visant à modifier l'article 1^{er} de la Constitution pour y intégrer la protection de l'environnement, juillet 2020.
- Audition devant la convention citoyenne pour le climat, « Quel droit constitutionnel pour le climat ? », Conseil économique, social et environnemental, 11 janvier 2020.
- Audition par la mission d'inspection conjointe du Ministère de la justice et du ministère de la transition écologique sur la répression en matière d'environnement (juin 2019), dans le cadre de la préparation du rapport *Une justice pour l'environnement – Mission d'évaluation des relations entre justice et environnement* (Rapport CGEDD n° 012671-01 et IGJ n° 019-19, octobre 2019).
- Audition à l'Assemblée nationale par la Commission du développement durable (député Christophe Arend) dans le cadre de son rapport concernant le projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace, en particulier concernant l'inscription du climat dans la Constitution, 2018.
- Audition au Sénat dans le cadre du rapport d'information de Mme la sénatrice Laurence Rossignol, n° 545 (2011-2012) : « *Rio plus 20 : l'émergence d'un nouveau monde* ».
- Audition au Sénat sur le thème de la Gouvernance publique dans la loi Grenelle 2 dans le cadre des travaux de la Commission d'application des lois (Rapporteur : Laurence Rossignol) (mars 2012).

✓ Missions d'expertise

- Expertise sur l'élaboration d'un projet d'ordonnance souveraine relative à l'information du public en matière d'environnement, pour le compte de la direction de l'environnement de la *Principauté de Monaco*, août 2022.
- Expertise sur l'avant-projet de réforme des Parcs naturels régionaux, pour le compte de la *Fédération des Parcs naturels régionaux de France*, juillet 2020.
- Expertise sur l'épuisement des voies de recours internes françaises dans le cadre de la communication n° 106/2019, *Sacchi et a. c. France et a.* devant le Comité des droits de l'enfant de l'ONU, pour le compte de l'ONG *EarthJustice* (USA), mars 2020.

✓ Commissions d'experts

- Membre de la Commission mondiale du droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) depuis 2023.
- Membre de la commission « droit et politiques environnementales » du Comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) depuis 2019.
- Membre du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel d'Occitanie (CSRPN) depuis 2018.

- Membre du « comité resserré d'experts » dans le cadre de la rédaction de la « Charte de la participation du public », Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, 2016.
- Participation aux réunions de la Convention d'Aarhus (CEE-ONU) : 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} réunions du groupe de travail des Parties (2008-2010) ; 3^{ème} conférence des Parties (Riga, juin 2008) ; groupe d'experts sur la participation du public (2009-2011).
- Membre de la commission de recrutement des commissaires enquêteurs (Haute-Vienne) entre 2010 et 2013.

DIFFUSION ET VULGARISATION DE LA RECHERCHE

✓ Articles de presse

« The Rights of Nature Against People's Sovereignty? », Billet publié sur le blog *Green diplomacy*, 11 septembre 2023.

« Reconnaître des « droits » à la nature : des enjeux politiques et démocratiques, davantage qu'une question juridique », Billet publié sur le blog du *Club des juristes*, 8 septembre 2022.

« La personnalité juridique de la nature démystifiée, éléments de contre-argumentation », Avis d'expert, deux parties, *Actu-Environnement.com*, 13 novembre 2020 et 16 novembre 2020.

« La cour de justice de l'Union européenne met le principe de précaution au service de la protection des espèces », Avis d'expert, *Actu-Environnement.com*, 28 octobre 2019.

« Réintroduction d'ours dans les Pyrénées, pourquoi ne peut-on pas reculer », Avis d'expert, *Actu-Environnement.com*, 12 septembre 2018.

✓ Interview dans la presse

« Pas de transition écologique sans réflexion profonde sur nos modes de décision », Interview, *Toul'Éco Green*, 11 mai 2023.

« Droit de l'environnement : "Plus que de nouveaux textes, il faut travailler sur leur application" », Interview, *Dalloz-Actualité*, 21 juillet 2021.

« Climat : jusqu'où la justice peut-elle aller ? », Décryptage, *Radio France International*, 4 février 2021.

« Loi néonicotinoïdes : des parlementaires saisissent le Conseil constitutionnel », *Libération*, 11 novembre 2020.

« La France ne se donne pas les moyens d'appliquer son droit de l'environnement », *Libération*, 23 août 2020.

« La justice climatique est-elle la solution pour faire bouger les Etats ? », interview croisée avec Corinne Lepage, *Le Journal du Dimanche*, 13 mars 2019.

« Ours des Pyrénées : une dimension morale », interview à propos du jugement du TA de Toulouse du 6 mars 2018 retenant la carence fautive de l'Etat dans la conservation de l'ours brun au titre de la directive Habitats, *Sud-Ouest*, 11 mars 2018, p. 20.

« 3 questions à... », interview à propos de la réintroduction d'ours dans les Pyrénées, *Sud-Ouest*, 21 septembre 2018, p. 2.

✓ Citations dans la presse

André Thomas, « La France nucléaire ignorerait trop ses voisins, alerte un comité de l'Onu », *Ouest France*, 11 octobre 2023.

Laurent Radisson, « Nouvelle-Calédonie : les îles Loyauté donnent une personnalité juridique à des entités naturelles », *Actu-environnement.com*, 10 juillet 2023.

- Laurent Radisson, « Dérogations Espèces protégées : le Conseil d'État rend un avis stratégique », *Actu-environnement.com*, 12 décembre 2022.
- Perrine Mouterde, « Chasses traditionnelles : la stratégie de l'État de nouveau épinglée », *Le Monde*, 23 novembre 2022.
- Claire Legros, « Accorder des droits à la nature, une révolution juridique qui bouscule notre vision du monde », *Le Monde*, 21 octobre 2022.
- Jérémy Hourdeaux, « Le droit à un environnement sain rejoint la liste des « libertés fondamentales ». Mais après ? », *Médiapart*, 19 octobre 2022.
- Tom O'Connor, « France shows Ireland the way on environmental justice », *Irish Legal News*, 27 septembre 2022.
- Laurent Radisson, « Le droit de vivre dans un environnement équilibré constitue une liberté fondamentale », *Actu-Environnement.com*, 21 septembre 2022.
- Vincent Bresson, « La nature a-t-elle besoin d'être dotée d'une personnalité juridique pour se défendre ? », *Slate*, 21 juillet 2022.
- Constant Méheut, « Court Faults France Over 'Ecological Damage' From Its Emissions Levels », *The New York Times*, 3 février 2021.
- Stéphane Mandard et Audrey Garric, « "L'affaire du siècle" : l'État condamné pour "carences fautives" dans la lutte contre le réchauffement climatique », *Le Monde*, 3 février 2021.
- Coralie Schaub, « Urgence climatique : l'État pointé du droit », *Libération*, 27 janvier 2021.
- Felicia Sideris, « Intégrer le climat dans la Constitution : une proposition juridiquement inutile ? », *LCL.fr*, 15 décembre 2020.
- Simon Barbarit, « Référendum sur l'environnement : une révision constitutionnelle « improbable » et « inutile » », *Public Sénat*, 15 décembre 2020.
- Laurent Radisson, « Plusieurs initiatives sont lancées pour donner une personnalité juridique aux fleuves », *Actu-Environnement.com*, 18 septembre 2020.
- Rémi Noyon et Sébastien Billard, « L'écocide, ce concept qui fait débat », *Nouvelobs.com*, 27 juin 2020.
- Éric Nunès, « Le droit de l'environnement, toujours plus attractif pour les étudiants », *Le Monde Campus*, 19 mars 2020, p. 3.
- ✓ **Conférences grand public**
- « Le droit, issue ou impasse pour responsabiliser les entreprises ? », débat organisé par l'association *Les Shifters* à la suite de la projection du film *Dark Waters* dans le cadre du Festival Projection Transition, Toulouse, 19 novembre 2021.
- « Le droit peut-il sauver la nature ? », conférence organisée par la *Cité des sciences et de l'industrie*, Paris, 8 décembre 2020, disponible en ligne sur *FranceCulture.fr*.
- « Écologie, Justice et Droits fondamentaux », conférence organisée par la *Ligne des droits de l'Homme*, Toulouse, 10 octobre 2020.
- « Vais-je être condamné si je n'éteins pas la lumière ? », conférence organisée par la Librairie Dalloz (rue Soufflot, Paris), 15 novembre 2019.
- « L'accès à la justice en matière d'environnement », conférence organisée par la *Ligue des droits de l'Homme*, Paris, 15 septembre 2018.
- « Le dialogue environnemental : histoire, évolution et défis », conférence organisée par la *DREAL Occitanie* à l'attention des commissaires-enquêteurs d'Occitanie, Lézignan-Corbières, 11 décembre 2018.
- « Retour sur l'histoire de la protection juridique de l'ours brun en France et en Europe », conférence organisée par le *Conseil départemental de l'Ariège*, Foix, 9 décembre 2017.

DIVERS

- Séjour de recherche à *The George Washington University Law School* (USA), mars 2015 (15 jours).
- Séjour de recherche à la *University of Bristol* (GB), sous l'autorité de Mme le Professeur Bronwen Morgan, août 2007 (1 mois).
- Langues : anglais courant ; espagnol lu, écrit, parlé.